

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 292  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
du 16 au 29 juin 1979

Derrière le rideau de fumée des élections européennes

## L'offensive anti-ouvrière

## se poursuit

On apprenait en même temps qu'il faudrait restreindre les dépenses de santé, malgré la ponction sur les salaires faite pour la Sécurité sociale en décembre dernier ; et que le chômage, en légère diminution aux U.S.A., en Allemagne et en Angleterre, avait continué de progresser en France, comme en Italie : 6,20 % de la population active en avril contre 6,10 % en mars. Et, dans la ligne du VIII<sup>e</sup> Plan, Papon, ministre du budget, a annoncé, entre autres, « une diminution du nombre d'emplois de fonctionnaires créés chaque année », mais aussi — à titre de consolation ; sans doute — « le recrutement de mille policiers et de mille gendarmes supplémentaires par an », « le besoin de sécurité des Français devenant chaque jour — selon l'ex-préfet de police — plus impératif » (*Les Echos* du 25 mai 79). Ce à quoi les représentants du CNPF dans le Nord (où le chômage atteint les 10 %, notamment dans le Valenciennois) faisaient écho par cette mâle déclaration : « Les Français ont-ils réellement conscience qu'ils sont en guerre économique ? Chaque citoyen, chaque groupe social porte donc une part de responsabilité de ce problème [...] L'emploi n'est pas la finalité de l'entreprise. Celle-ci vit pour vendre des produits ou des services qui correspondent à un besoin du marché » (*Le Monde* du 8-6-79). Magnifi-

que aveu, débarrassé de toutes les phrases humanitaires : le capital vit pour produire du capital, et les travailleurs surexploités comme les chômeurs mis au rebut doivent comprendre, en bons « citoyens » que les besoins même minimum de leur vie passent après les exigences sacrées de la Machine...

Ce ton guerrier du patronat n'est dans la période actuelle, ni une nouveauté ni une exception. Depuis 75 surtout, il a à plusieurs reprises affirmé qu'il jugeait nécessaire, pour sauvegarder le profit et se maintenir à travers la crise, de se débarrasser de ces entraves à une exploitation encore plus rentable et plus rationnelle de la force de travail que représentent les maigres « garanties légales », comme la loi sur les 40 heures, et les limites apportées, notamment en 1953, au droit de licenciement. Tout prolétaire qui a le malheur d'être soit jeune, soit immigré, soit femme, soit intérimaire, ou employé par une petite entreprise dans les secteurs les plus arriérés, sait pourtant déjà ce que valent ces « garanties » qui, en l'absence d'une force de classe capable d'en imposer l'application ne touchent de fait qu'une partie du prolétariat. Il faut se battre déjà dans de nombreuses entreprises petites ou moyennes pour obtenir le « retour » de 48 ou 50 heures, à 44, 42 heu-

**Le bruit de la foire électorale n'a pas totalement recouvert l'annonce fâcheuse de l'inflation « à deux chiffres » en France pour 1979, ni le cri unanime de la bourgeoisie et de ses représentants du gouvernement : haro sur le baudet ! un seul remède : « modérer » les salaires ; une seule solution, nouvelle dose d'austérité et de sacrifices pour les travailleurs...**

### DANS CE NUMERO :

- Nous devons préparer le Parti de la révolution.
- En Iran, se creuse le fossé entre bourgeoisie et prolétariat (2).
- Non au contrôle de l'immigration !  
(Supplément spécial 2 pages.)

res, et 40 heures... après 1980 (voir l'étude du Ministère du Travail citée dans *Le Monde* du 31-6-79).

Encore ce « retour vers les 40 heures » est-il bien souvent payé par les travailleurs au prix d'une extension de l'épuisant système du travail posté, du passage des 2x8 aux 3x8, ou même à 4, 5, 6 équipes (comme à la Shell), ce qui permet au capital d'utiliser les machines à temps plein et de tirer le maximum de plus-value des machines humaines...

Mais même ainsi écornées, ces limites à l'exploitation apparaissent encore trop contraignantes pour l'appétit du capital.

(suite page 2)

### Pétrole

## La foire d'empoigne impérialiste

Un hiver légèrement plus froid que le précédent a fait baisser les réserves de fuel (\*). Il n'en faut pas plus pour déclencher une nouvelle mini-panique pétrolière.

Quel autre système que le système capitaliste pourrait transformer les événements les plus bénins et les plus naturels, auxquels l'humanité avait appris à faire face au cours des siècles, en anarchie généralisée ? Un écureuil sait d'instinct qu'il faut stocker : pauvre arriéré qui ne connaît pas les beautés du capitalisme ! Le capital, lui, ne le peut pas, sinon à un niveau dérisoire ou pour des réserves « stratégiques » intouchables, c'est-à-dire pour préparer la guerre. Un stock trop important de produits, c'est en effet de l'argent qui dort, qui ne circule pas, qui ne rapporte pas, qui fait donc baisser le sacro-saint taux de profit — un crime ! On manque donc de fuel — oh, très peu, 5 % tout au plus de la consommation. Mais cela suffit pour que la loi de l'offre et de la demande — ce soi-disant régulateur harmonieux et invisible de tout l'édifice capitaliste, selon les théories bourgeoises — transforme un léger manque en foire d'empoigne inter-impérialiste. Chacun pour soi et que le plus fort gagne !

Le plus fort est évidemment l'impérialisme américain, qui a dans sa poche l'Arabie saoudite, principal exportateur et qui n'a aucun mal à acheter au prix fort sur le marché les quantités qui lui font défaut. C'est même une opération particulièrement juste : avec ses achats et sa surenchère de 5 dollars il fait encore monter les prix qui étaient déjà partis en flèche, et il contraint donc ses concurrents à payer encore plus cher les produits qui sont vendus par des sociétés en majorité... américaines, dont les bénéfices grimpent à la même allure que les prix. Ajoutons au passage qu'une autre

(suite page 4)

(\* Globalement, malgré la limitation des exportations iraniennes, les ventes des pays de l'OPEP se situent actuellement à 3 % au-dessus du niveau de l'année dernière à la même époque.

### Réunion publique à Besançon

le vendredi 22 juin, à 20 h 30, salle Ancien Poste, Grand-Rue  
le vendredi 15 juin, à 20 h 30,

- Non au contrôle de l'immigration !
- Vive la lutte des foyers de travailleurs immigrés !

A l'intérieur de ce numéro, un supplément spécial :

### Non au contrôle de l'immigration !

Ce numéro contient un « supplément spécial » recto-verso consacré à la lutte contre la législation d'exception anti-immigrés renforcée par les lois Stoléro-Bonnet et contre le contrôle de l'immigration. Cependant, ce supplément n'est pas encarté dans les exemplaires diffusés par le réseau NMPP. Les lecteurs qui le désirent peuvent le demander au siège du Prolétaire : il leur sera envoyé gratuitement.

## Nous devons préparer le Parti de la révolution

« Le prolétariat ne peut briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction

la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat » (1).

Avec ces phrases lapidaires, notre programme se dresse d'emblée contre deux erreurs banales. La première, immédiatiste, spontanée, graduelle, et au fond réformiste, définit le parti comme l'expression du mouvement immédiat et contingent de la classe alors que le marxisme le définit comme l'expression de son mouvement historique. La seconde erreur, doctrinaire et fausement extrémiste, admet bien le parti comme représentant de l'« avenir du mouvement », mais

prétend défendre cet avenir en appelant le prolétariat à tourner le dos au « mouvement présent ». En réalité, ces deux erreurs symétriques, qui sont en philosophie deux variantes de l'idéalisme, l'une empirique et l'autre métaphysique, nient toutes les deux la fonction du parti qui consiste à intégrer en les fécondant les poussées de la lutte quotidienne dans une lutte générale concentrée contre l'Etat bourgeois.

### Défense et diffusion de la théorie marxiste

Ainsi, le but, le programme, les principes qui ne restent vivants que dans la mesure où le parti est constamment tendu dans un effort qui vise à les faire pénétrer dans la classe, à aider cette dernière à les faire siens, sont le point fixe auquel se réfère toute l'activité du parti, à travers toutes les phases historiques successives, mais également toutes les activités particulières de ses membres et de ses organismes. Mais, en même temps, le parti combat la gamme des erreurs idéalistes

qui opposent cette tension vers le but à l'effort pour se lier à la classe, opposition particulièrement catastrophique dans les sombres périodes où la courbe du mouvement immédiat et celle du mouvement historique, en d'autres termes la classe et le parti, sont séparées par un fossé qui ne peut être surmonté que par un double mouvement, celui des poussées matérielles objectives qui contraignent les masses à l'action, et celui du travail du parti pour unifier ces réactions

et les enrichir en y faisant pénétrer la conscience des « intérêts généraux » de la classe.

Cette fonction complexe, l'organisme du parti s'en acquitte en affrontant simultanément un ensemble de tâches inséparables que Lénine classait à la suite d'Engels en « théorique, politique et économique », et que nous avons définies ainsi dans nos *Thèses caractéristiques* : « Sont également nécessaires avant, pendant et après la lutte armée pour la prise du pouvoir, les tâches suivantes du parti : défense et diffusion de la théorie ; défense et renforcement de l'organisation interne par le prosélytisme et la propagande de la théorie et du programme communiste ; activité constante dans les rangs du prolétariat, partout où celui-ci est poussé par les besoins et les déterminations écono-

(suite page 3)

(1) Programme du parti, « Thèses caractéristiques », 1951, dans *Défense de la continuité du programme communiste, Textes du parti n° 6*, p. 168.

# L'offensive anti-ouvrière se poursuit

(suite de la page 1)

Aussi la fonction principale des dernières « mesures sociales » du gouvernement est-elle de l'en libérer.

Le troisième pacte pour l'emploi annoncé en mai constitue avant tout une aide directe aux capitalistes (y compris cette fois les grosses entreprises de plus de 500 ouvriers) : exonération des charges sociales à 50 % pour les entreprises engageant des jeunes ou des femmes seules, à 100 %, pendant deux ou trois ans, pour les apprentis. Les « stages pratiques » en entreprise payés aux jeunes à 90 % du SMIC seront à 70 % remboursés à l'employeur par l'Etat, qui versera par ailleurs des primes d'incitation à l'embauche de personnel supplémentaire, embauche même temporaire, pourvu qu'elle atteigne douze mois. En clair, 4 milliards de francs (7 millions en 77, il fallait soigner la clientèle électorale !) prélevés principalement sur les salariés, serviront à aider les capitalistes à payer les bas salaires, fixés au minimum sous le prétexte d'apprentissage. Mais surtout, ces contrats sont une façon détournée de libérer les patrons des contraintes qui limitaient l'« élasticité » de l'emploi, par exemple de la pratique des contrats à durée indéterminée, déjà bien écornée par tous les systèmes d'auxiliaire et de travail intérimaire. Avec les pactes - Barre, 4 ou 6 mois, ils sont quittes, et peuvent, après avoir bénéficié de l'exonération et des primes, mettre à la porte le jeune providentiel ; et recommencer l'opération avec un autre, plus rentable ou plus docile. Quelle aubaine ! Et d'autant plus appréciable que les jeunes concernés peuvent avoir jusqu'à 26 ans, plus pour les femmes, ce qui représente une notable proportion de l'armée de réserve.

Sur la question du temps de travail, la bourgeoisie manifeste également une sollicitude suspecte : si les négociations en cours n'allaient pas assez vite, l'Etat présenterait lui-même un projet de loi... Pourtant, il n'y a pas un mois que Barre qualifiait d'irresponsable la revendication des 35 heures, tandis que le CNPF parlait à ce propos de « suicide économique ». La solution du mystère se trouve dans les précieuses « petites phrases » qu'ajoutent, sous les titres ronflants pour la propagande, les représentants du patronat et leurs fidèles courtiers des appareils syndicaux : réduction du temps de travail, MAIS annuelle (les patrons européens sont unanimes là-dessus), avec pénalisation pour les congés maladie et les grèves, un bon moyen à la fois de répartir la production dans l'année — selon les courbes des commandes, au mieux non de la santé des travailleurs, mais de celle des affaires —, et d'économiser les frais d'heures supplémentaires pour les semaines « lourdes », et de « lutter contre l'absentéisme » à moindre frais ; réduction du temps de travail, MAIS sans compensation, ou avec compensation partielle du salaire, et imposée aux travailleurs selon la conjoncture, avec le chantage à la fermeture de l'entreprise et l'appel à la solidarité des exploités et des exploités pour sauver le navire (textile, chantiers navals, etc.) ; réduction du temps de travail « en échange » de la modération syndicale sur les salaires (modération déjà appréciable pourtant...), formule que la CFDT continue de suggérer

dans tous ses « documents de réflexion », au nom du réalisme et de la compétitivité de l'industrie française, même si elle a dû, à son dernier congrès, jeter un voile pudique sur cette importante concession ; ou bien réduction du temps de travail avec augmentation compensatoire de la productivité, c'est-à-dire de l'intensité de l'exploitation, ingénieux « compromis » jésuitique de la CGT — comme si, de plus, le capital n'avait pas depuis longtemps pris de l'avance sur ce point, en multipliant la productivité depuis la dernière guerre dans des proportions estimées entre trois et dix en moyenne !

Par ailleurs, et contrairement aux mythes nuisibles qu'entretiennent les « forces de gauche », et la plupart de celles d'extrême gauche, ces réductions n'ont pas entraîné de créations d'emploi, et n'en entraîneront pas, tant qu'elles seront négociées justement en fonction de l'état des commandes et des besoins de la production. Comme le déclare savamment le CNPF (cité par le Monde du 26-79) : « L'idée du partage [du travail] en faveur du chômage repose sur une analyse théorique fautive ». L'hypocrisie des bonzes syndicaux apparaît surtout dans le fait qu'ils se gardent bien de lutter pour les seules mesures qui auraient pour effet de limiter la diminution

des emplois, à savoir l'interdiction des heures supplémentaires et du travail posté, l'obligation du même statut pour tous, l'extension des contrats à durée indéterminée à tous les travailleurs — intérimaires, vacataires, temporaires, jeunes « en formation » — (et non pas interdiction d'embauche qui oppose les travailleurs entre eux), etc.

Voilà donc, après la suppression des 90 % pour licenciement économique, les bienfaits que peut attendre la classe ouvrière de ces négociations tant vantées par FO et la CFDT, sans que la CGT, malgré ses airs de réprobation pour la forme, ne lui offre aucune alternative. Sous l'étiquette de « concessions mutuelles » dans l'intérêt réciproque (l'« intérêt réciproque » de la poule et du renard), la bourgeoisie essaie, comme elle le fait avec ses « pactes » en Espagne, ou le « plan Pandolfi » en Italie, de lui servir toujours le même plat : notre intérêt national d'abord, vos revendications, non plus même « demain » (la chanson de l'après-guerre), mais... à plus tard, ou jamais, puisque, sous la bannière nationale comme sous le drapeau européen, « nous sommes en guerre », en guerre économique, préparant la guerre tout court, où les ouvriers de tous les pays seront les vrais vaincus, s'ils n'opposent pas aux drapeaux bour-

geois leur propre et unique drapeau. N'est-il pas évident, quand la bourgeoisie le dit elle-même si crûment, que toutes les forces syndicales et politiques dites ouvrières, socialistes ou communistes, qui préchent de fait la primauté des intérêts nationaux, ou européens bourgeois, la division des prolétaires (par exemple en prônant et en négociant avec l'Etat le contrôle de l'immigration), et l'esprit de conciliation des « citoyens » ouvriers face aux contraintes de la crise, se font les fourriers de cette guerre économique pour le compte de l'ennemi, et se préparent à être demain ses sergents recruteurs dans le prochain carnage mondial ?

Le réalisme de classe et non celui de l'ennemi, les besoins immédiats des travailleurs et les exigences de l'unification et du renforcement de leur force de classe exigent le refus de cette politique véritablement suicidaire, le passage à la riposte la plus large à l'offensive capitaliste sur le terrain de la lutte prolétarienne sans aucune considération pour les intérêts de l'entreprise, du service public, de l'économie nationale et sans aucun respect pour la paix sociale, et la lutte contre l'opportunisme qui prétend représenter les ouvriers et les vend à la bourgeoisie pour moins qu'une poignée de lentilles !

## En Iran se creuse le fossé entre bourgeoisie et prolétariat (2)

(La première partie de cet article a paru dans le numéro 291 du « Proletaire »)

« L'ayatollah Chariat-Madari et moi-même estimions que nous devions organiser, après le départ du chah et l'instauration d'un conseil de la couronne, des élections générales et libres qui auraient ouvert la voie à la désignation d'une Constituante, à des transformations radicales, puis au transfert du pouvoir. M. Chapour Bakhtiar, alors président du Conseil, s'était plus ou moins rallié à ce projet, ainsi que divers chefs de l'armée et de la police. Toute ma vie, j'ai pensé qu'il fallait progresser lentement mais sûrement. » C'est ce qu'avoue Bazargan dans son interview au Monde du 15-5-79.

Dès avant l'insurrection, le chiisme a mobilisé la masse des mollahs, restés neutres dans le conflit entre les masses et le chah, pour assurer des fonctions de ravitaillement essen-

tielles à la population et former autour des mosquées des comités de quartier qui ont également donné un service d'ordre dans les grandes manifestations de l'hiver et qui ont tenté, dans l'insurrection, de canaliser l'énergie des masses populaires et d'éviter ainsi les « excès », c'est-à-dire les exécutions massives d'officiers et de savakis.

La tâche d'un parti véritablement révolutionnaire aurait été de donner à l'insurrection l'élément dirigeant qui fasse de celle-ci un levier pour la destruction de la hiérarchie militaire, de la Savak, des machines bureaucratique, judiciaire, condition de l'élimination définitive du « vieux bataillon » dont parlait Engels et de l'accélération de la lutte de classe ouverte entre bourgeoisie et prolétariat. La tâche remplie consciemment par le parti à deux têtes Khomeiny-Bazargan a été d'empêcher que l'insurrection ne brise la continuité de l'appareil d'Etat (1).

### Assurer la continuité de l'Etat et celle de l'appareil productif

Pour cela, il fallut faire quelques concessions à la revendication populaire et permettre une certaine épuration des têtes de l'armée et de la police (2). Mais, outre que les comités islamiques se sont vite empressés de cacher les listes de savakis ainsi soustraits à la fureur populaire, la hiérarchie militaire a été préservée au maximum, même si 60 % des hommes de troupe n'ont pas encore rejoint leurs unités, et en dépit de la fuite d'éléments trop ouvertement liés aux persécutions populaires. Comme s'en vante le Journal de Téhéran « un peu partout, les colonels ont remplacé les généraux et ainsi du sang neuf est insufflé dans l'armée » (3).

La tâche d'un parti véritablement révolutionnaire et l'intérêt du prolétariat et des masses exploités sont la suppression des armées permanentes et l'armement général du « peuple », comme seule véritable garantie de faire valoir leurs revendications. On ne sera pas étonné que Khomeiny et Bazargan aient agi exactement à l'inverse. Le premier souci des nouveaux gouvernants a été en effet d'appeler les masses à déposer les armes, et par conséquent à assurer à la hiérarchie militaire et à la police le monopole de l'armement et de son utilisation. Le fait de conserver des armes a été déclaré un « péché » contre l'islam et les « comités islamiques » se sont servis du noyautage des comités de quartier et des comités de travailleurs pour leur faire déposer les armes. Mais il semble fort heureusement cependant qu'en dehors des groupes de guérilleros tels les moudjahidin ou les fedayin, et des minorités comme les Kurdes, une partie de la population ait allègrement supporté le risque d'avoir des comptes à rendre à Allah et à ses « signes » et représentants ici-bas.

Cette politique est aujourd'hui complétée par la mise sur pied — à partir des milices formées autour des comités islamiques agissant encore plus ou moins anarchiquement, naturellement épurés de leurs éléments

Le Corriere de la Sera du 10-3-79 en donne un exemple : « Deux mille chômeurs ont manifesté devant la maison de Khomeiny à cause des promesses que le gouvernement n'a pu tenir. A Ispahan, la milice révolutionnaire a ouvert le feu contre d'autres chômeurs qui manifestaient, faisant un mort et dix blessés ».

Pas étonnant que, devant la montée de tous ces troubles, Bazargan ait affirmé : « Une armée puissante est maintenant plus nécessaire que le pain » (Le Monde du 6-4-79).

L'autre souci du gouvernement Khomeiny a été la continuité de la marche de l'appareil productif : si la bourgeoisie ne peut prospérer sans le calme des prolétaires, elle vit avant tout de leur travail. On se souvient que dès avant l'insurrection, Khomeiny avait usé de tout son poids pour empêcher une grève totale de la production de pétrole.

Alors que pour la classe ouvrière, le départ du chah était une exigence pour la satisfaction de ses revendications économiques et politiques, pour le gouvernement en place le mouvement ouvrier n'était conçu que comme un instrument au service du départ du chah et au service de l'Islam : « Les grèves étaient au service du mouvement révolutionnaire, de la même manière les faire cesser est désormais au service de la nation ; qui soutient qu'elles doivent continuer est un traître, et sera châtié comme tel » (déclaration de Khomeiny, rapportée par l'Unità du 28-2-79). Quoiqu'il en soit, le 17 février, l'ordre solennel de la reprise du travail fut intimé à la classe ouvrière, avec l'appui du parti Tudeh. De la même manière que le travailleur en armes fut déclaré en état de péché, Khomeiny proclama : « Qui fait la grève est un traître ».

(Suite page 4.)

## Chômage galopant

Les projections INSEE à l'horizon 1985 présentent le résultat de la marche brutale des lois du capital. Selon Les Echos du 5-6-79, « sur la période 1978-1985, l'expansion s'établit à 3,7 % contre 3,1 % pour nos partenaires. Compte tenu de l'importance des progrès de productivité, cette croissance ne suffirait pas à entraîner un accroissement des effectifs. Au contraire : l'emploi total devrait baisser de 650.000 personnes » tandis que le marché du travail devrait « s'enrichir » d'un total de « 1.975.600 nouveaux actifs sur la période ». En tenant compte des « 1.071.800 demandeurs déjà enregistrés en 1977, on arrive à l'horizon 1985 à une population disponible à la recherche d'un emploi — notion plus large que celle des demandeurs d'emploi [évidemment grâce aux mesures de décaissement et d'élimination non seulement du marché du travail mais même des statistiques] — de l'ordre de 3,7 millions de personnes » !

(1) « Je ne dis pas d'arrêter la révolution. Je dis qu'il faut la canaliser. Nous voulons bouleverser les structures anciennes dans tous les domaines, politique, économique, culturel, juridique, etc., mais nous voulons le faire de façon positive et constructive » (déclaration de Bazargan au Monde du 28-2-79).

(2) Selon le Monde du 14-2-79, les chefs religieux « proches de l'ayatollah Khomeiny » estiment, « à la lumière des derniers événements, qu'un groupe de « desperados » n'aurait actuellement aucune chance de réussir parce qu'il serait complètement isolé. Cela étant, le nouveau pouvoir a préféré prendre quelques précautions en procédant à l'épuration des cadres militaires. Ajoutons que les comités islamiques se sont également empressés de faire dévier les coups de leur justice des responsables politiques et militaires de l'ancien régime sur des affaires de meurs en exaltant le sentiment religieux des masses ».

(3) Cité par Inprecor n° 50 du 12-4-79. Voici également ce qu'on peut lire dans Le Monde du 24-2-79 : « Selon les experts militaires, la purge des généraux, dont beaucoup étaient âgés ou avaient été choisis moins en raison de leur compétence que de leur servilité envers le chah, sera bénéfique : après une période de flottement, ce « dégraissage » permettra à l'Etat de disposer d'un corps plus homogène et mieux structuré ».

# Nous devons préparer le Parti de la révolution

(suite de la page 1)

miques à lutter pour défendre ses intérêts » (2).

Il va de soi que le poids relatif et la configuration particulière de ces différentes tâches se modifient avec les conditions historiques générales dans lesquelles évolue le parti : lutte pour la conquête du pouvoir, dictature du prolétariat, communisme inférieur et supérieur. Mais ils sont aussi modifiés par les grands et même les petits tournants de la situation, les alternances d'avancée et de recul, des phases d'éveil ou de somnolence de la lutte contre l'Etat capitaliste, et les poussées de croissance du parti qui ne leur sont pas mécaniquement liées. Ces facteurs déterminent eux aussi l'ampleur pratique objective de chacune des tâches du parti et partant, l'importance relative que « l'organe complexe structuré » du parti leur consacre *subjectivement*, c'est-à-dire de façon consciente et volontaire, ce qui ne signifie pas volontariste. Quoi qu'il en soit, toutes ces tâches trouvent leur place organique et leur efficacité historique dans la mesure où elles sont liées de façon unitaire à la préparation de la révolution.

On ne sera pas étonné de constater que, quelle que puisse être la précision donnée à la définition des tâches permanentes du parti, rappelées plus haut, c'est toujours l'élaboration et la diffusion de la théorie qui se trouvent en première place : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». C'est la raison pour laquelle dans les périodes noires de contre-révolution, « le parti se caractérise essentiellement par la restauration des principes et de la doctrine » (3), les autres tâches, notamment la participation aux luttes de la classe, se trouvant considérablement réduites. Et ceci non seulement sous l'effet direct et objectif de la situation sur le parti, situation qui le prive de possibilités durables et larges d'intervention, mais aussi, dialectiquement, comme résultat de la priorité que le parti devait donner — comme cela s'est passé plusieurs fois, pour Marx et Engels dans l'Europe de 1850-60, pour Lénine dans la Russie de 1906-1912, et pour nous, de façon encore plus générale et difficile en raison de la contre-révolution stalinienne — et doit encore dans une certaine mesure donner à la reconstruction de son corps de doctrine, du but, du programme, de la théorie et des principes révolutionnaires. Mais ceci, nous l'avons fait en étant conscients que « nous ne pouvons pour autant dresser une barrière entre théorie et action pratique,

parce que, au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent » (4).

La contradiction entre théorie et action est somme toute bien moins criante aujourd'hui, dans une situation historique générale qui n'est plus celle de l'après-guerre, où la perspective était celle d'une « folle accumulation capitaliste dans les déserts créés par la guerre » (5), où l'Orient en éruption projetait la lave de révolutions anti-coloniales sans possibilité pour son prolétariat de se relier à la tradition de ses aînés anéantis, et dans laquelle également le parti devait reprendre toute la théorie depuis le début. Désormais on peut dire que la restauration de notre patrimoine théorique est achevée pour l'essentiel, et ce au moment même où nous entrons dans une nouvelle période où le centre de gravité de la lutte sociale doit finalement revenir de la « zone des tempêtes » vers les régions du Nord super-industriel et super-prolétarien et où le jeune prolétariat du « Tiers-monde » sera de plus en plus obligé de dépasser l'horizon bourgeois où a contribué à le contenir la contre-révolution stalinienne.

Ces conditions générales ne diminuent pas l'importance primordiale de l'activité théorique du parti mais en modifient les caractères : un véhicule ne peut parcourir sans danger un parcours accidenté à la vitesse accélérée à laquelle nous sommes contraints, sans de puissants phares. A côté de la réaffirmation et de la défense des postulats de la doctrine marxiste contre tous les assauts de la classe adverse et de ses alliés conscients et inconscients, le parti doit se livrer à l'étude et à la prévision scientifique la plus serrée du cours de l'impérialisme, de l'alignement des forces étatiques et des classes sociales à l'échelle internationale, à la délimitation toujours plus précise des différentes aires « géo-historiques ». En même temps succède à l'exigence de la restauration de l'ABC de la théorie et des principes celle de redonner à la lutte prolétarienne qui pointe les grandes solutions et la vaste expérience tactiques accumulées dans tous les domaines vitaux allant de la lutte économique à l'insurrection par un mouvement plus que centenaire, et de familiariser le parti avec leur maniement. Se pose aussi à nous la tâche ardue d'importer la tradition et la méthode de la Gauche dans de vastes aires géographiques où la greffe du marxisme n'a pas encore pris.

« gauchisme » pré- et post-soixante-huitard, sous la double pression des classes dominantes et de la confrontation de leurs positions avec les tentatives encore timides de groupes ouvriers poussés à l'action, le terrain d'action politique du parti est moins étrié. Il en résulte qu'une autre forme importante de prosélytisme, de propagande et de délimitation de l'organisation est donnée par l'attitude constante du parti dans le vif de la bataille politique elle-même, dans la succession des « campagnes politiques » qu'il s'efforce de mener, ainsi que dans le pôle que représentent les militants du parti dans les luttes de la classe déterminées par les besoins les plus immédiats.

Il va de soi que la tâche qui consiste à assurer l'efficacité de l'organisation ne peut se concevoir en seuls termes de bon fonctionnement de réunions théoriques et d'efficacité de la rédaction de ses organes de presse. Elle se pose aussi en termes d'efficacité d'un réseau organisationnel accomplissant effectivement — bien qu'à des degrés très

variables — l'ensemble de ses tâches de manière régulière, continue, et en répondant toujours davantage aux nécessités objectives comme aux buts finaux du mouvement. Or ceci nous pose dès maintenant de difficiles problèmes tactiques et également organisationnels, que nous nous efforçons d'aborder non dans l'esprit « activiste » de celui qui rechercherait la recette susceptible de résoudre comme par miracle les problèmes du retard de la courbe sociale et politique sur la courbe économique, mais avec l'ambition de mettre le parti en condition, ce qui est dans nos cordes, de rattraper le retard qu'il a pris, lui, sur la courbe sociale et politique. Ces problèmes sont déjà extrêmement difficiles pour nous dans l'ambiance somme toute assez familière des pays de la vieille Europe démocratique. Mais nous devons être également capables d'étendre et de fortifier un réseau qui s'étend sur plusieurs continents et d'affronter la vaste gamme de problèmes organisationnels et tactiques qui s'étale sur plusieurs aires « géo-historiques ».

## Participation aux luttes immédiates

La troisième tâche permanente du parti est celle de la « participation aux luttes immédiates », et si, pour d'évidentes raisons objectives, elle est encore affrontée de façon inégale suivant les sections, elle devient et deviendra un secteur plus régulier et plus important encore de l'activité du parti pour des raisons objectives tout aussi évidentes. « Même dans une situation extrêmement défavorable et même dans les pays où elle l'est le plus, écrivions-nous en 1965, il faut éviter l'erreur de considérer le mouvement comme une pure activité de propagande écrite et de prosélytisme politique. Partout, toujours et sans exception, la vie du parti doit s'intégrer dans la vie des masses, même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres » (10).

Un problème ardu qui se pose à nous aujourd'hui est qu'il ne s'agit, à la différence des années 1917-23, ni de se fixer comme objectif — cet objectif est aujourd'hui inaccessible — la « conquête d'organisations » vivantes même si elles sont dirigées par des réformistes et des contre-révolutionnaires ni, au contraire, de se limiter à participer aux luttes économiques immédiates pour y agiter des indications et des mots d'ordre généraux. Il s'agit bien de donner notre contribution active, sur la base de ces luttes, aux efforts que font les prolétaires à l'intérieur ou — comme cela se produit de plus en plus, au moins en Italie — à l'extérieur des syndicats officiels pour s'organiser pour la défense de leurs conditions de vie et de travail contre le sabotage des directions opportunistes. Il s'agit donc, dans une perspective plus vaste et plus éloignée, d'apporter notre contribution active à la reconstruction d'un réseau d'« associationnisme économique-syndical » en l'absence duquel non seulement « le parti ne cache pas que dans une phase de reprise il ne réussira pas à se renforcer de façon autonome » (11), mais aussi en l'absence duquel la reprise de classe elle-même reposerait sur des bases fragiles et incertaines.

Naturellement, le parti ne peut pas à lui seul « créer ce terrain de classe » indispensable, mais la nature, la configuration et donc les rapports avec lui des organismes qui devront constituer ce terrain, dépendent en partie — celle qu'il doit par conséquent revendiquer de son entière responsabilité — de sa capacité à suivre le cheminement difficile et tortueux, sans doute pavé de lourds sacrifices, de terribles déceptions et de brusques retours en arrière, de la naissance et du développement de ces organismes ; de sa capacité de les féconder par des groupes communistes capables d'attirer à l'influence directe du parti, « à travers tous les méandres de ce chemin », une avant-garde du prolétariat, en favorisant son « déplacement [...] du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une action prolétarienne générale. Mais, bien loin de le faire en niant ces mouvements élémentaires, il assure leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les suivant avec attention dans tout leur développement » (12).

Le parti ne peut favoriser ce « déplacement » en se limitant à une propagande théorique générale, c'est-à-dire à la proposition des vérités qui guident son action, ou même aux « campagnes politiques » qui servent à délimiter ses contours dans toutes les situations vis-à-vis des autres partis. Mais il doit y contribuer aussi en accompagnant sa participation aux luttes immédiates par une propagande politique appropriée, qui part des difficultés réelles rencontrées par ces prolétaires et de la connaissance précise des forces politiques qui agissent sur ce terrain pour parvenir à donner des réponses politiques adéquates qui permettent aux premiers d'élargir l'horizon de leur lutte et de trancher les problèmes suscités par elle, tout en mettant

les autres forces politiques en contradiction, à un certain point qui n'est pas le même pour toutes, avec leurs propres proclamations et avec les exigences mêmes de la lutte.

Il est bien clair que nous partons aujourd'hui d'un niveau de combativité extrêmement bas de la part des forces potentielles d'opposition classiste à l'opportunisme et que, dans ce travail, le parti doit faire preuve d'un maximum de patience et de ténacité, qu'il s'agisse de réagir à l'impatience des immédiatistes comme à l'action paralysante des suivistes, tout en se renforçant contre les dangers inévitables de cette activité grâce à la plus grande clarté programmatique et au maximum de solidarité et de discipline organisationnelles, en sachant très bien que c'est uniquement dans la réalisation de ces conditions que se trouve la garantie que « loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquiescer l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire » (13).

« Préparation révolutionnaire ! Le parti « prépare de longue main la mobilisation et l'offensive de classe en utilisant de façon appropriée toute possibilité de propagande, d'agitation et d'action dans toute lutte particulière déclenchée par les intérêts immédiats », écrivions-nous en 1951 ; « cette action culmine dans l'organisation d'un appareil illégal et insurrectionnel pour la conquête du pouvoir » (14).

En subissant la situation la plus désespérée, comme en participant à la tâche la plus modeste de l'organisation, et « tout en reconnaissant que l'influence du parti est limitée, nous devons sentir que nous préparons le véritable parti, à la fois sain et efficace, pour l'époque historique où les infamies de la société contemporaine pousseront à nouveau les masses insurgées à l'avant-garde de l'histoire, et que leur élan pourrait une fois de plus échouer s'il manquait le parti, non pas pléthorique, mais compact et puissant qui est l'organe indispensable de la révolution » (15).

(2) « Thèses caractéristiques », *ibid.*, p. 170. Voir aussi sur ce sujet les « Thèses de Lyon », 1926, *ibid.*, p. 112 et « Dictature prolétarienne et parti de classe », 1951 dans *Parti et classe*, Textes n° 2, p. 92.

(3) « Considérations... » 1965, dans *Défense...*, p. 197.

(4) « Considérations... », *ibid.*, p. 198.

(5) Citation tirée des « Prospective del dopoguerra... », 1946, publié dans *Per l'organica sistemazione. Voir à ce sujet la réunion générale de parti de l'automne 77, publiée dans les nos 255, 256 et 258 ainsi que la circulaire interne publiée dans le n° 276 du Prolétaire.*

(6) « Thèses de Lyon », *op. cit.*, p. 112.

(7) « Dictature prolétarienne et parti de classe », *op. cit.*, p. 92.

(8) *Ibid.*, p. 92.

(9) « Thèses caractéristiques », *op. cit.*, p. 190.

(10) « Thèses de Naples », dans *Défense...*, *op. cit.*, p. 203.

(11) « Thèses caractéristiques », *op. cit.*, p. 191.

(12) « Thèses de Rome », dans *Défense...*, *op. cit.*, p. 45.

(13) *Ibid.*, p. 45.

(14) « Dictature prolétarienne et parti de classe », *op. cit.*, p. 92.

(15) « Thèses de Milan », dans *Défense...*, *op. cit.*, p. 218.

## Défense et renforcement de l'organisation

La seconde tâche consiste à assurer la « défense et le renforcement de l'organisation interne », dans le double sens d'« assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat » (6) et de préserver son « unité » et sa « persistance ». « L'unité ne consiste pas dans le regroupement matériel des couches ouvrières et semi-ouvrières qui, du fait même de la domination exercée par la classe exploiteuse, subissent l'influence de directions politiques et de méthodes d'action discordantes » ; elle ne réside pas par conséquent dans le présent et le contingent, « mais dans l'étroite liaison permanente des avant-gardes pleinement orientées sur la ligne révolutionnaire intégrale » (7). Elle réside donc dans l'effort collectif vers le but commun, ce

qui implique la propagande constante pour le programme et les principes mais, également, l'établissement constant, clair et visible du lien existant entre toutes les activités modestes d'aujourd'hui et la réalisation demain de notre programme grandiose, la mise en évidence de la manière dont chaque activité s'insère dans l'effort collectif et contribue au but commun.

Quant à la « persistance », elle est le résultat de « la revendication continue de la ligne dialectique sans rupture qui relie entre elles les positions de critique et de lutte défendues par le mouvement dans la succession des différentes situations » (8).

Dans la mesure où le parti, comme « collectivité opérant selon une orientation unitaire », est le produit de sa propre action et de sa propre réaction à tous les événements qui influencent la classe ouvrière et sa lutte, il est clair que cette tâche qui consiste à assurer la persistance de l'organisation l'oblige et demande l'obligera encore plus à une délimitation et une présentation toujours plus nettes comme force d'opposition à tous les autres partis, dans un cours accéléré des événements.

S'il est vrai que le parti affirmait même dans les années les plus difficiles qu'il « n'interrompt pas son activité de prosélytisme et de propagande de ses principes, sous toutes ses formes, orales et écrites, même si ses réunions ne rassemblent que peu de monde et si sa presse n'a qu'une diffusion limitée » (9), il faut ajouter qu'il menait alors ce travail de délimitation théorique-programmatique essentiellement en son sein, ayant surtout en vue, comme l'imposait la situation créée par la fin et le résultat de la seconde mondiale, la meilleure préparation politique possible de ses militants.

Aujourd'hui, non seulement les nécessités de la propagande et du prosélytisme et le besoin de délimitation politique nous obligent à des réunions plus fréquentes et à une presse bien plus large, plus variée, répondant à une gamme d'exigences internes et externes plus vastes, capable de prises de position plus rapides, etc. Mais surtout, les fameuses « brèches » dans lesquelles nous nous étions promis en 1952 de ne pas « perdre une occasion de pénétrer » sont moins étroites. Etant donné l'évolution générale de l'« opportunisme » stalinien et social-démocrate, et même du

Voici le sommaire du n° 79  
(avril 1979) de

### Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

## Auschwitz ou le grand alibi

Brochure « Le Prolétaire » n° 11  
24 pages - Prix : 3 F.

# En Iran, le fossé se creuse entre bourgeoisie et prolétariat

(suite de la page 2)

Là aussi s'est fait cruellement sentir l'absence d'un minimum d'organisation politique capable de s'opposer frontalement au gouvernement. En certains endroits stratégiques, comme dans le pétrole, les comités islamiques directement nommés par Khomeiny semblent s'être pratiquement imposés par un véritable coup d'Etat à la direction des comités de travailleurs (4), noyant même les éléments ouvriers sous le poids des couches d'employés et de techniciens. Plus généralement, la presse se fait l'écho d'une véritable bataille entre les prolétaires qui tentent de se donner des organisations défendant leurs intérêts de classe et la hiérarchie chiite.

« Pour l'ayatollah Behehti, les syndicats divisent la nation. Pour « libérer les travailleurs de l'oppression des propriétaires », ajoute-t-il doctement, il faut créer des conseils

ouvriers islamiques » (Le Monde du 3-5-79). C'est ce Behehti qui, à la tête du parti républicain islamique, a pris l'initiative d'une contre-manifestation le 1<sup>er</sup> mai, opposée à celle des associations de chômeurs, de jeunes, des syndicats et des différents mouvements politiques de gauche, Front national démocratique, trotskystes, maoïstes et naturellement Fedavin-Khalq, aux cris de « Les marxistes sont les agents du chah », « Mort aux opposants », « Les ouvriers doivent être au service du peuple et de Dieu » (voir Le Monde du 5-5-79). Selon le même numéro de ce journal, « pour appuyer les revendications, les chômeurs d'Abadan ont manifesté à la mairie de la ville, où ils se sont heurtés aux membres des comités Khomeiny, qui les ont traités de « contre-révolutionnaires » et de « communistes ». Et la section locale du parti républicain islamique s'est empressée de créer un autre syndicat aux demandes plus raisonnables » (5).

## Mobilisation islamique antiprolétarienne

Quand Khomeiny refuse d'accoler le terme de « démocratique » à la nouvelle république iranienne, il a raison en ce sens que la société traumatisée par l'effondrement de la « grande civilisation » sous les coups de la crise mondiale ne peut se payer le luxe de la démocratie occidentale. Cette démocratie, dont le secret est la corruption que permet la domination impérialiste avec la rente qu'elle procure, repose sur de puissants partis ouvriers dont la fonction est d'amortir la lutte prolétarienne. La bourgeoisie iranienne, elle, ne dispose dans ce but que d'un moyen d'influence sur la classe ouvrière et les couches populaires : la religion ; que d'une seule organisation structurée, celle du clergé chiite.

En retardant au maximum l'insurrection, le clergé s'est donné le temps pour mettre sur pied une organisation capable d'encadrer les masses et de canaliser tant bien que mal l'insurrection, d'en éteindre le tranchant, d'en stériliser tant qu'il était possible le résultat. Désormais, c'est contre le mouvement des masses exploitées et pauvres, et en premier lieu la classe ouvrière, ainsi que contre les mouvements politiques qui se nourrissent du besoin de radicalisme du mouvement social que l'Etat et l'Eglise tentent d'or-

ganiser la masse de la population. En effet, pendant que le gouvernement Bazargan prend des mesures d'attente telles que l'interdiction des licenciements dans les usines, la hausse du prix du blé pour les campagnes, il tente de remettre sur pied la machine endommagée de l'administration, de l'armée et de la police. Tandis que les comités islamiques dans les entreprises tentent de canaliser toute l'énergie des prolétaires dans l'épuration des dirigeants corrompus à l'ombre de l'Etat s'appuyant sur la hiérarchie chiite, on voit s'organiser avec les comités islamiques, et maintenant le parti républicain islamique, une véritable mobilisation des citoyens pour renverser l'Etat.

Il est intéressant de noter que malgré son énorme arriération sociale, la bourgeoisie iranienne fait mieux que les républicains français de 1848 et tente de marcher dans la même voie que l'Europe « avancée », l'Islam suivant ici, vis-à-vis du prolétariat, la voie contre-révolutionnaire ouverte par la social-démocratie allemande en 1918-19, et faisant même des incursions significatives dans celle que le fascisme a déjà menée jusqu'au bout. La moyenne et petite bourgeoisie traditionnelle du Bazar qui pousse dans ce sens peut bien

encore tenter d'imprimer au mouvement un côté populaire et même parfois plébéien. Elle a beau invoquer l'Islam et le droit coranique pour élever une digue contre les lois du capitalisme, elle ne fait que démontrer son impuissance historique à faire une révolution qui lui soit propre. Croquant acheter les bonnes grâces du grand capital en l'aidant à briser dans l'œuf la naissance du mouvement prolétarien, elle ne fait que signer son arrêt de mort : « Le capital, c'est la concentration » !

Quels que soient les soubresauts dans ces couches plébéiennes que pourra provoquer la chute inévitable de ces illusions, le prolétariat ne pourra en profiter que s'il parvient à se rendre, avant leur déchaînement même, suffisamment indépendant du Bazar et à avancer à cette occasion ses revendications propres. Mais la marche des événements découvre chaque jour davantage le secret de la « révolution islamique » qui détourne la lutte populaire dans le sens du blindage de l'Etat bourgeois.

Dans l'immédiat, le parti islamique cherche à reprendre à la classe ouvrière l'espace qu'elle a conquis par l'insurrection. Ce sont les comités islamiques qui tentent de remettre aux femmes le tchador dont elles ont conquis l'abandon par leur entrée massive dans les bagnes industriels, avant leur participation courageuse aux manifestations et à l'insurrection. Ce sont les comités qui tentent de s'opposer à toute expression des intérêts prolétaires par une presse syndicale et politique indépendante, ce sont eux qui mènent la bataille contre l'organisation sur le terrain de classe. Cette bataille menée avec toutes les ressources de la magogerie religieuse et du mensonge de l'idéologie nationale n'est que le prélude à la tentative d'assaut militaire aux groupes armés (politiques ou non) qui sont la seule garantie de maintenir les maigres armes organisatives conquises par l'insurrection.

Quelle que puisse être l'issue d'un éventuel affrontement ouvert, où il n'est pas du tout dit que la classe ouvrière et les masses plébéiennes, qui ont mené un an de lutte opiniâtre en bravant si magnifiquement la mort, se laissent dépouiller de tout sans déployer de nouveaux trésors d'énergie révolutionnaire (6), les événements d'Iran sont pour la classe ouvrière du monde entier d'une importance capitale parce qu'ils élargissent brutalement le champ des affrontements ouverts vers lesquels, par de profondes déterminations historiques, la bourgeoisie et le prolétariat sont irrésistiblement poussés.

Pour sortir plus forte de cette lutte, la classe ouvrière a besoin de son parti de classe, et la condition de sa greffe dans le mouvement social iranien, c'est la lutte théorique, programmatique et politique contre le démocratisme petit-bourgeois qui maintient encore dans une sorte de magma indifférencié la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, démocratisme qui ne saurait en tout état de cause répondre aux exigences même immédiates d'une lutte prolétarienne conséquente même à supposer qu'il soit encore capable d'élan révolutionnaire (7).

(4) Il est symptomatique qu'une des revendications fondamentales lors des récentes émeutes de Khorramshar ait été celle de la dissolution des comités islamiques.

(5) Inprecor n° 51 du 26-4-79 rapporte des faits semblables : « Au sein de ces comités de travailleurs, sont aussi réapparues, avec le soutien du gouvernement et des « comités d'imam », des personnes liées aux anciens « syndicats jaunes ». Elles apportent leur soutien avec des méthodes violentes au combat mené par le gouvernement contre la constitution des syndicats. En effet, selon le gouvernement, sous une « république islamique », les travailleurs n'auraient pas besoin de syndicats ».

(6) Voici les paroles d'un chômeur rapportées par Le Monde du 5-5-79 : « Nous avons fait la révolution avec nos épaules. Nous y croyons. Malheureusement des opportunistes, militants post-révolutionnaires, confisquent cette révolution au détriment des travailleurs ». En juillet 1830, bourgeois et ouvriers parisiens firent bras dessus bras dessous le coup de feu. Les prolétaires s'imaginaient que la seule revendication des libertés bourgeoises leur apporterait l'émancipation. Entrèrent alors en scène Laffitte, Thiers et Lafayette qui, sous les plis du drapeau tricolore, firent au peuple la surprise de la monarchie. Le premier souci fut de désarmer les ouvriers et de les priver des fruits de la victoire. Alors eut lieu le premier soulèvement ouvrier à Lyon en 1831. De nombreux autres eurent lieu dans la décennie qui suivit, tandis que le mouvement ouvrier atteignait son point culminant en Angleterre avec les chartistes. C'est dans ces épisodes glorieux que la classe ouvrière sentit peu à peu le besoin des luttes pour ses buts propres. C'est ce qu'elle tenta de faire en février 1848, bien qu'avec un programme et des méthodes inadéquates.

(7) Ce sera l'objet d'une prochaine série d'articles qui devra notamment mettre en évidence l'opposition programmatique entre le mouvement le plus extrême de la petite bourgeoisie, les Fedayin-Khalq, et le parti marxiste révolutionnaire.

## La foire d'empoigne impérialiste

(suite de la page 1)

cause de la hausse consiste dans les achats de produits sur les marchés « libres » par Israël et l'Afrique du Sud, soumis à l'embargo pétrolier des pays arabes. Autrement dit le « soutien » de ceux-ci aux causes palestiniennes et noires consiste à accroître les profits de l'impérialisme américain : qui dit mieux en matière d'hypocrisie ?

Devant l'anarchie pétrolière le petit-bourgeois, qui voudrait un capitalisme « propre » et sans excès, s'indigne et tempête. Il faut mettre fin à cette honteuse spéculation, il faut contrôler les marchés ! Le petit-bourgeois, à l'échelle de la planète, c'est l'impérialisme français, puissance « moyenne » coincée entre les grandes, dépourvue de ressources pétrolières importantes, et indécrementalement attachée à tous les mythes de l'« aménagement » du capitalisme. D'où l'ineffable proposition de « contrôle » du marché de Rotterdam pour mettre fin à la spéculation que les pantins de l'Elysée sont allés respectueusement soumettre à Washington.

Comme si les lois du capitalisme pouvaient se « contrôler » ! Comme si le capital pouvait exister sans argent, et l'argent sans spéculation ! Comme si surtout celui-ci même à qui la spéculation profite, l'impérialisme américain, pouvait vouloir y mettre fin ! On comprend donc que les Américains se soient esclaffés et aient envoyé paître le ministre français, à la grande indignation de tous nos chauvins, RPR et PCF en tête. « Mon cher François-Poncet, vous m'avez bien fait rire, mais maintenant j'ai des choses sérieuses à faire. » Qu'est-ce que Carter pouvait bien répondre d'autre à tant de sottise cumulée ?

La loi du capitalisme impérialiste est le chacun pour soi, le rapport de force, la lutte pour les marchés, l'affrontement pour le contrôle des matières premières. Elle n'a pas changé depuis que Lénine l'a si clairement formulée — ou si elle a changé c'est pour se renforcer, pour être encore plus vraie, malgré tous les flots de propagande sur la coopération et la concertation débitée par les moulins à parole de la propagande bourgeoise et leurs larbins réformistes. La vérité — un morceau de vérité — c'est Schmidt qui la dit quand il déclare que « la pénurie de pétrole pourrait être une source de guerre dans les deux prochaines décennies » (Le Monde, 6-6-79). Pour une fois, tu as bien parlé, vieille putain « socialiste » !

Par l'exacerbation des antagonismes pour le contrôle des matières premières, ainsi que de mille autres antagonismes, le développement du capitalisme ne peut mener qu'aux affrontements et à la guerre. Aucune « concertation », aucun « contrôle des marchés » ne peut l'éviter. Aucune « trouvaille » technique non plus, surtout pas celle proposée par Schmidt dans la même interview, à savoir le développement du nucléaire. Imaginez-vous que les affrontements pour l'uranium seront moins violents que pour le pétrole ? Pourquoi donc l'impérialisme français maintient-il son talon de fer sur le Niger, le Tchad, la Centrafrique, le Gabon, sinon en raison des richesses uranifères (entre autres) en exploitation ou en prospection dans la zone ?

Une société qui est au bord d'une profonde crise pour un petit dérèglement de l'offre et de la demande est profondément gangrénée et ne mérite que de crever. Place au communisme et à la centralisation harmonieuse de toutes les richesses de la planète dans les mains de l'espèce unie !

Voici le sommaire du N° 5 de

## Communist Program

- Terrorism and the Difficult Road to a General Revival of the Class Struggle.
- Theses of the Communist Abstentionist Faction of the Italian Socialist Party — May 1920.
- Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle - Part V. The Degeneration of Proletarian Power in Russia and the Question of the Dictatorship.
- The Evolution of Inter-Imperialist Relations Since the Second World War.
- Iran — The Legacy of the Shah: Capitalist Transformation Forced from Above.
- Party Interventions: May Day — Socialism Is International and Internationalist or It Is Not Socialism.

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 11 DE

## il programma comunista

- L'Europa » nella prospettiva rivoluzionaria comunista.
- Carli e Lama (le contraddizioni interne allo sviluppo capitalistico).
- Contadini e rivoluzione in Indocina.
- Francia: Aspetti della nostra battaglia in difesa dei lavoratori immigrati.
- Già fu un tempo.
- L'andamento dell'economia occidentale dalla crisi del 1975 ad oggi.
- Gran Bretagna: « Nulla è cambiato, tranne il governo ».
- Come disfarsi di armi inutili: Dietro la favola del disarmo.
- La sola, vera risposta al rito liturgico dell'oppressione democratica.
- Papà-Stato, sei grande !
- Il vero pericolo del nucleare è di essere in mano al capitale.
- Anche per i tessili il gioco è fatto.
- Lavoratori e precari scuola: Blocco scrutini a oltranza.

\*

## Programme communiste

\*

## Communist Program

\*

## Kommunistisches Programm

## Permanences du Parti

- EN BELGIQUE**
- A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, soit le 9 juillet et le 13 août, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.
- EN FRANCE**
- A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 16 et 30 juin, les 7 et 14 juillet, etc.
  - A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h. Café Le Lutetia, rue Saint Leu.
  - A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
  - A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 7 et 23 juillet, les 4 et 18 août, etc.
  - A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
  - A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 17 juin, les 1<sup>er</sup> et 15 juillet, etc.
  - Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleure le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 17 juin, les 1<sup>er</sup> et 15 juillet, etc.
  - A Lille : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe (en juin, juillet et août, la permanence aura lieu tous les quinze jours, soit le 20 juin, les 4 et 18 juillet, les 1<sup>er</sup>, 15 et 29 août).
  - A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 17 juin, 1<sup>er</sup> et 15 juillet, etc.
  - A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 1<sup>er</sup> juillet et le 5 août, etc.
  - A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
  - A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Cioe-Saint-Marc.
  - A Roubaix : la permanence est suspendue de juin à août ; la reprise se fera en septembre.
  - A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
  - A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin, tous les quinze jours, soit le 24 juin, les 8 et 23 juillet, etc.
  - A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 17 juin, 1<sup>er</sup>, 15 et 29 juillet, etc.
- EN SUISSE**
- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

## CORRESPONDANCE

### POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926